



# UN DEUXIÈME CONFINEMENT AUTORITAIRE ET ULTRALIBÉRAL

**Une fois de plus, l'État profite de cette période où les mobilisations sont rendues particulièrement difficiles pour faire voter des réformes toujours plus liberticides. En parallèle, il continue de distribuer des milliards aux patrons alors que les licenciements se multiplient.**

Le projet de loi «sécurité globale» ouvre la voie à la reconnaissance faciale généralisée et à la surveillance de masse de nos rues par drones, et interdit de filmer la police. C'est un signal fort d'impunité pour la police, qui a bien reçu le message et a évacué dans une grande violence le camp de migrant-e-s installé place de la République à Paris le 23 novembre. En parallèle, un amendement au projet de loi de programmation de la recherche criminalise les mobilisations dans les universités (jusqu'à 3 ans de prison et 45000 € d'amende), comme s'il n'y avait pas d'autres enjeux pour la recherche actuellement ! Et ce n'est sans doute pas terminé. Nous pouvons légitimement craindre le pire, car à chaque état d'urgence, qu'il soit lié au terrorisme ou à la situation sanitaire, les libertés individuelles et collectives en sortent toujours affaiblies.

## UN PLAN DE RELANCE AU SERVICE DU PATRONAT

Face à la crise économique, le gouvernement annonce un plan de relance de 100 milliards d'euros. On pouvait alors imaginer que cet argent irait en priorité à la santé, à l'éducation, à la revalorisation des métiers qui ont montré leur utilité pendant la crise (aide-soignant-e-s,

infirmier-e-s, caissier-e-s, agriculteurs et agricultrices...) ou à la transition écologique ! Mais non, c'est tout pour le patronat et sans la moindre contrepartie.

Ainsi, 650000 emplois ont été supprimés au premier semestre dans le secteur privé d'après l'Insee. Auchan a fait 1,25 milliards de bénéfices au premier semestre 2020, soit 13% de plus qu'en 2019, l'équivalent de 70000 salaires annuels au Smic. 1500 emplois vont y être supprimés. Bridgestone fait un bénéfice net de 168 millions d'euros au premier trimestre 2020, l'équivalent de 9000 salaires annuels au Smic. Ils suppriment 893 emplois en fermant leur usine de Béthune. En 2019, ils ont touché 1,8 millions d'euros de l'État au titre du crédit impôt compétitivité emploi, et 100000€ de la région des Hauts de France.

En parallèle, les politiques ultralibérales qui ont contribué à affaiblir notre système de protection sanitaire et sociale sont reconduites. Macron a annoncé l'augmentation du nombre de places en réanimation, de 5000 à... seulement 6000 places. Mais en parallèle, les plans de restructuration des hôpitaux se multiplient, il n'y a pas d'embauches de soignant-e-s et ceux-ci sont démoralisé-e-s car ils et elles se sentent méprisé-e-s par le Ségur de la Santé.

Sanofi de son côté continue d'externaliser les usines produisant des médicaments pas assez rentables (deux de plus en France, soit 1200 salarié-e-s, d'ici 2022). Conséquence, en 2020, 2400 ruptures de médicaments ont été

constatées par l'Agence nationale de sécurité du médicament, six fois plus qu'il y a quatre ans.

On espère qu'un vaccin fiable sera bientôt disponible. Mais pour l'instant c'est la course aux profits entre les entreprises pharmaceutiques, qui multiplient les annonces sans fournir la moindre preuve scientifique, juste pour faire monter leur cours en Bourse.

## LEURS PRIORITÉS ET LES NOTRES

La crise sanitaire a prouvé l'importance des services publics notamment de santé et d'éducation. Elle a aussi prouvé que les métiers indispensables n'étaient pas ceux mis en avant par les élites libérales. Personne ne considère les DRH, publicitaires, expert comptables ou traders comme des métiers de première nécessité, alors pourquoi ont-ils les meilleurs revenus ? Cette période difficile nous montre quels sont les secteurs d'activité vitaux et indispensables et met en lumière l'incroyable gaspillage de ressources pour des activités inutiles ou nuisibles. Plus que jamais nous devons aller vers l'autonomie productive pour avoir une réelle maîtrise de notre destin collectif.

### Libérons-nous des profiteurs !

Reprenons en main collectivement la production, qu'elle soit agricole, industrielle ou énergétique. Mais tout ceci ne se fera pas sans une lutte acharnée contre les intérêts de la bourgeoisie défendue avec zèle par un gouvernement au garde à vous, **il nous faudra donc nous mobiliser et nous organiser pour imposer un autre futur !**



# FACE À LA CRISE : METTONS LES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE POPULAIRE

## POURQUOI NE PAS NATIONALISER LES ENTREPRISES ?

Nationaliser, c'est quand l'État rachète une entreprise, ou bien devient majoritaire dans sa gestion. Mais il s'agit souvent d'un moyen de renflouer une entreprise, d'en séparer les secteurs rentables et non-rentables, avant de re-privatiser. C'est le cas d'Air France : le gouvernement annonce ouvertement qu'il revendra ses parts une fois la crise passée.

D'autre part, le fait que l'entreprise soit nationalisée ne garantit pas du tout un contrôle collectif sur celle-ci. L'État nomme en général des technocrates pour les gérer, qui ne sont là que pour réduire les coûts, pas pour garantir un service public de qualité. Les hôpitaux sont un bon exemple : les directions et les agences régionales de santé ne sont là que pour réduire le nombre de lits, renvoyer le plus tôt possible les malades chez elleux, et louer leurs salles à des chirurgien-e-s en libéral.

## SOCIALISATION MODE D'EMPLOI

La socialisation signifie que les moyens de production et d'échange sont une propriété sociale, un « bien commun » de toute la société. La production est ainsi sous contrôle populaire : le peuple, à travers ses

représentant-e-s (élu-e-s révo-cables et/ou personnes tirées au sort, représentant-e-s d'associations d'utilisateur-e-s), décide en lien avec les travailleur-se-s de chaque industrie, qui connaissent le mieux le fonctionnement de celle-ci, des priorités de production de chaque entreprise. Cette planification démocratique gèrera ainsi une caisse d'investissement financée par une cotisation sociale sur les salaires, sur le modèle de la Sécu, ce qui permettra de sortir de la loi du profit. La question de l'utilité de chaque emploi, de chaque entreprise et de son éventuelle reconversion écologique pourra ainsi être mise en débat.

## L'AUTOGESTION C'EST QUOI ?

L'autogestion, c'est le fait pour un groupe d'individus de prendre collectivement les décisions le concernant. Donc l'autogestion d'une entreprise, c'est quand tous les travailleur-se-s de cette entreprise organisent l'activité de celle-ci, via **des assemblées avec liberté totale d'expression et votes démocratiques**. L'autogestion permet **d'abolir la hiérarchie entre les métiers et la parcellisation du travail**. La suppression des tâches inutiles (dirigeant-e-s, petits chefs etc.) permet ainsi **une redistribution et une réduction massive du temps de travail**. Chaque travailleuse et tra-

vailleur doit pouvoir participer à la conception et à la décision, pour le processus de production et pour sa finalité.

## Y A-T-IL EU DES EXPERIENCES D'AUTOGESTION ?

Lors des révolutions de 1905 et 1917 en Russie, les travailleur-se-s ont saisi les entreprises pour les gérer elles et eux-mêmes. Puis c'est en Espagne, en 1936, que l'organisation la plus aboutie sur un territoire a existé avec les communes paysannes de l'Aragon et la gestion d'usines conduites sous l'égide des syndicats. L'Argentine en 2000, est confrontée sur tout le territoire à une crise économique de grande ampleur. De nombreux patrons abandonnent leurs usines et les travailleur-se-s récupèrent leur outil de travail et le remettent en activité, comme l'usine de fabrication de faïence Zanon et l'hôtel Bauen à Buenos Aires. Plus récemment, en France, la coopérative SCOP-ti à Marseille (ex Fra-lib) ou bien de la Belle Aude à Carcassonne (ex Pilpa) ont remis en marche leurs usines suite à la fermeture de celles-ci. Mais les travailleur-e-s se sont aussi intéressé-e-s au type de produit à fabriquer, en passant au bio, avec des produits locaux.

## ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....  
 TÉL..... E-MAIL.....  
 ADRESSE.....



**coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19**